



**PREFECTURE  
REGION ILE DE  
FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°IDF-052-2021-04

PUBLIÉ LE 26 AVRIL 2021

# Sommaire

## **Agence Régionale de Santé / Direction de l'Offre de Soins (DOS) Pôle Efficience Département politique du médicament et des produits de santé**

IDF-2021-04-22-00007 - Arrêté n° DOS/EFF/OFF/2021/49 constatant la  
cessation définitive d'activité d'une officine de pharmacie (2 pages) Page 4

IDF-2021-04-22-00008 - Arrêté n° DOS/EFF/OFF/2021/50 constatant la  
caducité d'une licence d'une officine de pharmacie (2 pages) Page 7

## **Agence Régionale de Santé / Direction de l'offre de soins Pôle Efficience Agence Régionale de Santé / DOS Pôle Efficience - Département Pilotage médico-économique**

IDF-2021-04-09-00142 - Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1192 fixant  
pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi  
qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de  
financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du  
covid-19 CLINIQUE DES PAYS DE MEAUX (2 pages) Page 10

IDF-2021-04-09-00143 - Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1193 fixant  
pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi  
qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de  
financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du  
covid-19 HAD CENTRE COULOMMIERS (2 pages) Page 13

IDF-2021-04-09-00144 - Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1194 fixant  
pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi  
qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de  
financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du  
covid-19 CLINIQUE SOLIS DE MONTEVRAIN (2 pages) Page 16

IDF-2021-04-09-00145 - Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1195 fixant  
pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi  
qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de  
financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du  
covid-19 CENTRE NEPHROCARE MARNE LA VALLEE (2 pages) Page 19

IDF-2021-04-09-00146 - Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1196 fixant  
pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi  
qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de  
financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du  
covid-19 HAD NORD SEINE ET MARNE (2 pages) Page 22

IDF-2021-04-09-00147 - Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1197 fixant  
pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi  
qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de  
financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du  
covid-19 ORGEMONT (2 pages) Page 25

IDF-2021-04-09-00148 - Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1198 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 POLE SANTE ORGEMONT (2 pages)	Page 28
IDF-2021-04-09-00149 - Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1199 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 HOPITAL PRIVE MARNE CHANTEREINE (2 pages)	Page 31
IDF-2021-04-09-00150 - Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1200 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 CLINIQUE MEDICO CHIR LES FONTAINES (2 pages)	Page 34
IDF-2021-04-09-00151 - Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1201 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 CLINIQUE ST JEAN L'ERMITAGE (2 pages)	Page 37
<b>Agence Régionale de Santé / service régional des transports sanitaires</b>	
IDF-2021-04-26-00003 - ARRETE N° DOS-2021/1727 portant transfert des locaux et changement de gérance de la SARL AVENIR AMBULANCES (2 pages)	Page 40
IDF-2021-04-26-00001 - ARRETE PORTANT TRANSFERT DES LOCAUX DE LA SARL EMERAUDE AMBULANCES (2 pages)	Page 43
IDF-2021-04-26-00002 - ARRETE PORTANT TRANSFERT DES LOCAUX DE LA SARL EMERAUDE AMBULANCES (2 pages)	Page 46

Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-22-00007

Arrêté n° DOS/EFF/OFF/2021/49 constatant la  
cessation définitive d'activité d'une officine de  
pharmacie

## AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

### ARRÊTÉ n° DOS/EFF/OFF/2021/49

constatant la cessation définitive d'activité d'une officine de pharmacie

#### LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

- VU** le code de la santé publique et notamment ses articles L. 5125-21, L. 5125-22, R. 5125-30 et R. 5132-37 ;
- VU** le décret du 25 juillet 2018 nommant Monsieur Aurélien ROUSSEAU, maître des requêtes au Conseil d'Etat, Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à compter du 3 septembre 2018 ;
- VU** l'arrêté n° DS-2020/009 du 2 mars 2020, publié le 2 mars 2020, portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à Monsieur Didier JAFFRE, Directeur de l'offre de soins et à plusieurs de ses collaborateurs ;
- VU** l'arrêté du 24 septembre 1968 portant octroi de la licence n°95#000003 aux fins de création d'une officine de pharmacie sise Centre commercial de l'Epine Guyon à FRANCONVILLE (95130) ;
- VU** l'avis favorable du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France émis le 18 février 2021 préalablement à une opération de restructuration du réseau officinal au sein de de la commune de FRANCONVILLE (95130) ;
- VU** le courrier en date du 31 mars 2021 par lequel Monsieur Yann CHAUNY déclare cesser définitivement l'exploitation de l'officine sise Centre commercial de l'Epine Guyon à FRANCONVILLE (95130) dont il est titulaire et restitue la licence correspondante ;

**CONSIDERANT** que le pharmacien déclare cesser définitivement l'activité de l'officine dont il est titulaire à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;

#### ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La cessation définitive d'activité depuis le 2 avril 2021 de l'officine de pharmacie exploitée par Monsieur Yann CHAUNY sise Centre commercial de l'Epine Guyon à FRANCONVILLE (95130) est constatée.

La licence n°95#000003 est caduque à compter de cette date.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**ARTICLE 2° :**

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de l'arrêté pour les intéressés ou de sa publication pour les tiers.

**ARTICLE 3° :**

Le directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Saint-Denis, le 22 avril 2021.

Pour le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé  
Ile-de-France  
et par délégation,

La Directrice du Pôle Efficience

**signé**

Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-22-00008

Arrêté n° DOS/EFF/OFF/2021/50 constatant la  
caducité d'une licence d'une officine de  
pharmacie

## AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

### ARRÊTÉ N° DOS/EFF/OFF/2021/50

**constatant la caducité d'une licence d'une officine de pharmacie**

#### LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le décret du 25 juillet 2018 nommant Monsieur Aurélien ROUSSEAU, maître des requêtes au Conseil d'Etat, Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à compter du 3 septembre 2018 ;
- VU** l'arrêté n° DS-2020/009 du 2 mars 2020, publié le 2 mars 2020, portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à Monsieur Didier JAFFRE, Directeur de l'offre de soins et à plusieurs de ses collaborateurs ;
- VU** l'arrêté en date du 14 janvier 1961, portant octroi de la licence n°78#000759 aux fins de création d'une officine de pharmacie, sise 41 avenue Lucien-René Duchesne (anciennement 41 avenue de Versailles) à LA CELLE-SAINT-CLOUD (78170) ;
- VU** l'arrêté n°DOS/EFF/OFF/2020-114 en date du 3 novembre 2020 ayant autorisé le transfert d'une officine vers le 29 avenue Lucien-René Duchesne à LA CELLE-SAINT-CLOUD (78170) et octroyant la licence n°78#001306 à l'officine ainsi transférée ;
- VU** le courrier reçu le 25 mars 2021 par lequel Monsieur Philippe SAVOLDELLI, pharmacien titulaire et représentant de la SELAS PHARMACIE DU PUITTS D'ANGLE, informe l'Agence régionale de santé de l'ouverture effective au public de l'officine sise 29 avenue Lucien-René Duchesne à LA CELLE-SAINT-CLOUD (78170) suite à transfert et restitue la licence n°78#000759 ;

**CONSIDERANT** que l'officine issue du transfert autorisé par arrêté du 3 novembre 2020 susvisé, sise 29 avenue Lucien-René Duchesne à LA CELLE-SAINT-CLOUD (78170) et exploitée sous la licence n°78#001306, est effectivement ouverte au public à compter du 6 avril 2021 ;

**CONSIDERANT** que l'ouverture au public de l'officine exploitée sous la licence n°78#001306 entraîne la caducité de la licence n°78#000759 ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de constater cette caducité ;





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## ARRÊTE

- ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est constatée, à compter du 6 avril 2021, la caducité de la licence n°78#000759, du fait de l'ouverture effective au public, sous la licence n°78#001306, de l'officine de pharmacie issue du transfert vers le local sis 29 avenue Lucien-René Duchesne à LA CELLE-SAINT-CLOUD (78170).
- ARTICLE 2<sup>e</sup> :** Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de l'arrêté pour les intéressés ou de sa publication pour les tiers.
- ARTICLE 3<sup>e</sup> :** Le directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Saint-Denis, le 22 avril 2021.

Pour le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé  
Ile-de-France  
et par délégation,

La Directrice du Pôle Efficience

**signé**

Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

# Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-09-00142

Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1192 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 CLINIQUE DES PAYS DE MEAUX

**Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1192 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19**

**Bénéficiaire : EJ FINESS : 920030269 – ET FINESS : 770016467  
Raison sociale : CLINIQUE DES PAYS DE MEAUX**

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Ile-de-France,**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-6, R. 162-31-1 et R. 162-33-1 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé at aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du IV de l'article 1<sup>er</sup> ainsi que des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé, le montant de la garantie de l'établissement CLINIQUE DES PAYS DE MEAUX est fixé au titre des activités de médecine, chirurgie et obstétrique, d'hospitalisation à domicile, de soins de suite et de réadaptation et de psychiatrie comme suit :

Montant pour l'activité hospitalière MCO (hors HAD) de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière HAD de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière SSR, de la garantie de financement de l'établissement	5 626 288,00 €
Montant pour l'activité hospitalière PSY, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant honoraires des médecins salariés pour leur activité externe couverte par la garantie de financement de l'établissement	0,00 €

## **Article 2**

Lorsque le montant des recettes facturées à l'assurance maladie au titre de l'activité réalisée de mars à décembre 2020 correspondant au périmètre de la garantie tel que défini au IV de l'article 1<sup>er</sup> et au I des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 est inférieur au montant de la garantie de financement mentionné à l'article 1er, la caisse mentionnée à l'article L. 174-18 du code de la sécurité sociale procède au versement du différentiel à l'établissement en une seule fois.

Le cas échéant, ce versement est minoré du montant des avances décrites à l'article 9 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé non encore récupérées par l'Assurance Maladie à la date du versement.

## **Article 3**

Le recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence régionale de santé ou le recours contentieux auprès du secrétariat du tribunal administratif compétent contre le présent arrêté sont à présenter dans un délai de deux mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

## **Article 4**

Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 9 avril 2021

Le Directeur général  
De l'Agence régionale de santé Ile-de-France

Par délégation  
La Directrice du Pôle Efficience



Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

**ARSIF / DOS / VALIDEURS REGIONAUX : Tél 01.44.02.04.71 ou 01.44.02.05.28 / DR75-PMSI@sante.gouv.fr**

# Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-09-00143

Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1193 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 HAD CENTRE COULOMMIERS

**Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1193 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19**

**Bénéficiaire : EJ FINESS : 770014207 – ET FINESS : 770016475  
Raison sociale : HAD CENTRE 77 COULOMMIERS**

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Ile-de-France,**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-6, R. 162-31-1 et R. 162-33-1 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé at aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du IV de l'article 1<sup>er</sup> ainsi que des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé, le montant de la garantie de l'établissement HAD CENTRE 77 COULOMMIERS est fixé au titre des activités de médecine, chirurgie et obstétrique, d'hospitalisation à domicile, de soins de suite et de réadaptation et de psychiatrie comme suit :

Montant pour l'activité hospitalière MCO (hors HAD) de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière HAD de la garantie de financement de l'établissement	1 988 752,00 €
Montant pour l'activité hospitalière SSR, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière PSY, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant honoraires des médecins salariés pour leur activité externe couverte par la garantie de financement de l'établissement	0,00 €

## **Article 2**

Lorsque le montant des recettes facturées à l'assurance maladie au titre de l'activité réalisée de mars à décembre 2020 correspondant au périmètre de la garantie tel que défini au IV de l'article 1<sup>er</sup> et au I des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 est inférieur au montant de la garantie de financement mentionné à l'article 1er, la caisse mentionnée à l'article L. 174-18 du code de la sécurité sociale procède au versement du différentiel à l'établissement en une seule fois.

Le cas échéant, ce versement est minoré du montant des avances décrites à l'article 9 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé non encore récupérées par l'Assurance Maladie à la date du versement.

## **Article 3**

Le recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence régionale de santé ou le recours contentieux auprès du secrétariat du tribunal administratif compétent contre le présent arrêté sont à présenter dans un délai de deux mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

## **Article 4**

Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 9 avril 2021

Le Directeur général  
De l'Agence régionale de santé Ile-de-France

Par délégation  
La Directrice du Pôle Efficience

A stylized signature graphic with the word "Signé" written in a bold, italicized font.

Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

**ARSIF / DOS / VALIDEURS REGIONAUX : Tél 01.44.02.04.71 ou 01.44.02.05.28 / DR75-PMSI@sante.gouv.fr**

# Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-09-00144

Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1194 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 CLINIQUE SOLIS DE MONTEVRAIN



**Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1194 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19**

**Bénéficiaire : EJ FINESS : 770016483 – ET FINESS : 770016491  
Raison sociale : CLINIQUE SOLIS DE MONTEVRAIN**

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Ile-de-France,**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-6, R. 162-31-1 et R. 162-33-1 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé at aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du IV de l'article 1<sup>er</sup> ainsi que des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé, le montant de la garantie de l'établissement CLINIQUE SOLIS DE MONTEVRAIN est fixé au titre des activités de médecine, chirurgie et obstétrique, d'hospitalisation à domicile, de soins de suite et de réadaptation et de psychiatrie comme suit :

Montant pour l'activité hospitalière MCO (hors HAD) de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière HAD de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière SSR, de la garantie de financement de l'établissement	7 112 899,00 €
Montant pour l'activité hospitalière PSY, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant honoraires des médecins salariés pour leur activité externe couverte par la garantie de financement de l'établissement	45 492,00 €

## Article 2

Lorsque le montant des recettes facturées à l'assurance maladie au titre de l'activité réalisée de mars à décembre 2020 correspondant au périmètre de la garantie tel que défini au IV de l'article 1<sup>er</sup> et au I des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 est inférieur au montant de la garantie de financement mentionné à l'article 1er, la caisse mentionnée à l'article L. 174-18 du code de la sécurité sociale procède au versement du différentiel à l'établissement en une seule fois.

Le cas échéant, ce versement est minoré du montant des avances décrites à l'article 9 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé non encore récupérées par l'Assurance Maladie à la date du versement.

## Article 3

Le recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence régionale de santé ou le recours contentieux auprès du secrétariat du tribunal administratif compétent contre le présent arrêté sont à présenter dans un délai de deux mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

## Article 4

Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 9 avril 2021

Le Directeur général  
De l'Agence régionale de santé Ile-de-France

Par délégation  
La Directrice du Pôle Efficience

A stylized signature graphic with the word "Signé" written in a bold, italicized font.

Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

**ARSIF / DOS / VALIDEURS REGIONAUX : Tél 01.44.02.04.71 ou 01.44.02.05.28 / DR75-PMSI@sante.gouv.fr**

# Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-09-00145

Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1195 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 CENTRE NEPHROCARE MARNE LA VALLEE

**Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1195 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19**

**Bénéficiaire : EJ FINESS : 770000271 – ET FINESS : 770020055**  
**Raison sociale : CENTRE NEPHROCARE MARNE LA VALLEE**

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Ile-de-France,**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-6, R. 162-31-1 et R. 162-33-1 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé at aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du IV de l'article 1<sup>er</sup> ainsi que des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé, le montant de la garantie de l'établissement CENTRE NEPHROCARE MARNE LA VALLEE est fixé au titre des activités de médecine, chirurgie et obstétrique, d'hospitalisation à domicile, de soins de suite et de réadaptation et de psychiatrie comme suit :

Montant pour l'activité hospitalière MCO (hors HAD) de la garantie de financement de l'établissement	7 930 145,00 €
Montant pour l'activité hospitalière HAD de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière SSR, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière PSY, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant honoraires des médecins salariés pour leur activité externe couverte par la garantie de financement de l'établissement	0,00 €

## **Article 2**

Lorsque le montant des recettes facturées à l'assurance maladie au titre de l'activité réalisée de mars à décembre 2020 correspondant au périmètre de la garantie tel que défini au IV de l'article 1<sup>er</sup> et au I des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 est inférieur au montant de la garantie de financement mentionné à l'article 1er, la caisse mentionnée à l'article L. 174-18 du code de la sécurité sociale procède au versement du différentiel à l'établissement en une seule fois.

Le cas échéant, ce versement est minoré du montant des avances décrites à l'article 9 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé non encore récupérées par l'Assurance Maladie à la date du versement.

## **Article 3**

Le recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence régionale de santé ou le recours contentieux auprès du secrétariat du tribunal administratif compétent contre le présent arrêté sont à présenter dans un délai de deux mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

## **Article 4**

Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 9 avril 2021

Le Directeur général  
De l'Agence régionale de santé Ile-de-France

Par délégation  
La Directrice du Pôle Efficience

A stylized signature in a bold, italicized font, appearing to be 'Signé' or similar, set against a dark rectangular background.

Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

**ARSIF / DOS / VALIDEURS REGIONAUX : Tél 01.44.02.04.71 ou 01.44.02.05.28 / DR75-PMSI@sante.gouv.fr**

# Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-09-00146

Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1196 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 HAD NORD SEINE ET MARNE

**Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1196 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19**

**Bénéficiaire : EJ FINESS : 440052041 – ET FINESS : 770021251  
Raison sociale : HAD NORD SEINE ET MARNE**

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Ile-de-France,**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-6, R. 162-31-1 et R. 162-33-1 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé at aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du IV de l'article 1<sup>er</sup> ainsi que des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé, le montant de la garantie de l'établissement HAD NORD SEINE ET MARNE est fixé au titre des activités de médecine, chirurgie et obstétrique, d'hospitalisation à domicile, de soins de suite et de réadaptation et de psychiatrie comme suit :

Montant pour l'activité hospitalière MCO (hors HAD) de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière HAD de la garantie de financement de l'établissement	2 542 527,00 €
Montant pour l'activité hospitalière SSR, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière PSY, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant honoraires des médecins salariés pour leur activité externe couverte par la garantie de financement de l'établissement	0,00 €

## Article 2

Lorsque le montant des recettes facturées à l'assurance maladie au titre de l'activité réalisée de mars à décembre 2020 correspondant au périmètre de la garantie tel que défini au IV de l'article 1<sup>er</sup> et au I des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 est inférieur au montant de la garantie de financement mentionné à l'article 1er, la caisse mentionnée à l'article L. 174-18 du code de la sécurité sociale procède au versement du différentiel à l'établissement en une seule fois.

Le cas échéant, ce versement est minoré du montant des avances décrites à l'article 9 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé non encore récupérées par l'Assurance Maladie à la date du versement.

## Article 3

Le recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence régionale de santé ou le recours contentieux auprès du secrétariat du tribunal administratif compétent contre le présent arrêté sont à présenter dans un délai de deux mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

## Article 4

Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 9 avril 2021

Le Directeur général  
De l'Agence régionale de santé Ile-de-France

Par délégation  
La Directrice du Pôle Efficience



Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

**ARSIF / DOS / VALIDEURS REGIONAUX : Tél 01.44.02.04.71 ou 01.44.02.05.28 / DR75-PMSI@sante.gouv.fr**



# Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-09-00147

Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1197 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ORGEMONT

**Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1197 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19**

**Bénéficiaire : EJ FINESS : 750814030 – ET FINESS : 770023026  
Raison sociale : ANNEXE ORGEMONT LRS EX OQN**

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Ile-de-France,**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-6, R. 162-31-1 et R. 162-33-1 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé at aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du IV de l'article 1<sup>er</sup> ainsi que des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé, le montant de la garantie de l'établissement ANNEXE ORGEMONT LRS EX OQN est fixé au titre des activités de médecine, chirurgie et obstétrique, d'hospitalisation à domicile, de soins de suite et de réadaptation et de psychiatrie comme suit :

Montant pour l'activité hospitalière MCO (hors HAD) de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière HAD de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière SSR, de la garantie de financement de l'établissement	2 134 660,00 €
Montant pour l'activité hospitalière PSY, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant honoraires des médecins salariés pour leur activité externe couverte par la garantie de financement de l'établissement	0,00 €

## **Article 2**

Lorsque le montant des recettes facturées à l'assurance maladie au titre de l'activité réalisée de mars à décembre 2020 correspondant au périmètre de la garantie tel que défini au IV de l'article 1<sup>er</sup> et au I des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 est inférieur au montant de la garantie de financement mentionné à l'article 1er, la caisse mentionnée à l'article L. 174-18 du code de la sécurité sociale procède au versement du différentiel à l'établissement en une seule fois.

Le cas échéant, ce versement est minoré du montant des avances décrites à l'article 9 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé non encore récupérées par l'Assurance Maladie à la date du versement.

## **Article 3**

Le recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence régionale de santé ou le recours contentieux auprès du secrétariat du tribunal administratif compétent contre le présent arrêté sont à présenter dans un délai de deux mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

## **Article 4**

Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 9 avril 2021

Le Directeur général  
De l'Agence régionale de santé Ile-de-France

Par délégation  
La Directrice du Pôle Efficience

A stylized signature graphic with the word "Signé" written in a bold, italicized font, slanted upwards to the right.

Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

**ARSIF / DOS / VALIDEURS REGIONAUX : Tél 01.44.02.04.71 ou 01.44.02.05.28 / DR75-PMSI@sante.gouv.fr**

# Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-09-00148

Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1198 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 POLE SANTE ORGEMONT

**Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1198 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19**

**Bénéficiaire : EJ FINESS : 440056455 – ET FINESS : 770023059  
Raison sociale : SSR POLE SANTE ORGEMONT**

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Ile-de-France,**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-6, R. 162-31-1 et R. 162-33-1 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé at aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du IV de l'article 1<sup>er</sup> ainsi que des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé, le montant de la garantie de l'établissement SSR POLE SANTE ORGEMONT est fixé au titre des activités de médecine, chirurgie et obstétrique, d'hospitalisation à domicile, de soins de suite et de réadaptation et de psychiatrie comme suit :

Montant pour l'activité hospitalière MCO (hors HAD) de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière HAD de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière SSR, de la garantie de financement de l'établissement	5 936 232,00 €
Montant pour l'activité hospitalière PSY, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant honoraires des médecins salariés pour leur activité externe couverte par la garantie de financement de l'établissement	0,00 €

## **Article 2**

Lorsque le montant des recettes facturées à l'assurance maladie au titre de l'activité réalisée de mars à décembre 2020 correspondant au périmètre de la garantie tel que défini au IV de l'article 1<sup>er</sup> et au I des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 est inférieur au montant de la garantie de financement mentionné à l'article 1er, la caisse mentionnée à l'article L. 174-18 du code de la sécurité sociale procède au versement du différentiel à l'établissement en une seule fois.

Le cas échéant, ce versement est minoré du montant des avances décrites à l'article 9 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé non encore récupérées par l'Assurance Maladie à la date du versement.

## **Article 3**

Le recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence régionale de santé ou le recours contentieux auprès du secrétariat du tribunal administratif compétent contre le présent arrêté sont à présenter dans un délai de deux mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

## **Article 4**

Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 9 avril 2021

Le Directeur général  
De l'Agence régionale de santé Ile-de-France

Par délégation  
La Directrice du Pôle Efficience

A stylized signature in a bold, italicized font, appearing to read 'Signé'.

Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

**ARSIF / DOS / VALIDEURS REGIONAUX : Tél 01.44.02.04.71 ou 01.44.02.05.28 / DR75-PMSI@sante.gouv.fr**

# Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-09-00149

Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1199 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 HOPITAL PRIVE MARNE CHANTEREINE

**Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1199 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19**

**Bénéficiaire : EJ FINESS : 770004299 – ET FINESS : 770300010  
Raison sociale : HOPITAL PRIVE DE MARNE CHANTEREINE**

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Ile-de-France,**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-6, R. 162-31-1 et R. 162-33-1 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé at aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du IV de l'article 1<sup>er</sup> ainsi que des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé, le montant de la garantie de l'établissement HOPITAL PRIVE DE MARNE CHANTEREINE est fixé au titre des activités de médecine, chirurgie et obstétrique, d'hospitalisation à domicile, de soins de suite et de réadaptation et de psychiatrie comme suit :

Montant pour l'activité hospitalière MCO (hors HAD) de la garantie de financement de l'établissement	17 220 909,00 €
Montant pour l'activité hospitalière HAD de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière SSR, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière PSY, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant honoraires des médecins salariés pour leur activité externe couverte par la garantie de financement de l'établissement	0,00 €



## Article 2

Lorsque le montant des recettes facturées à l'assurance maladie au titre de l'activité réalisée de mars à décembre 2020 correspondant au périmètre de la garantie tel que défini au IV de l'article 1<sup>er</sup> et au I des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 est inférieur au montant de la garantie de financement mentionné à l'article 1er, la caisse mentionnée à l'article L. 174-18 du code de la sécurité sociale procède au versement du différentiel à l'établissement en une seule fois.

Le cas échéant, ce versement est minoré du montant des avances décrites à l'article 9 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé non encore récupérées par l'Assurance Maladie à la date du versement.

## Article 3

Le recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence régionale de santé ou le recours contentieux auprès du secrétariat du tribunal administratif compétent contre le présent arrêté sont à présenter dans un délai de deux mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

## Article 4

Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 9 avril 2021

Le Directeur général  
De l'Agence régionale de santé Ile-de-France

Par délégation  
La Directrice du Pôle Efficience



Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

**ARSIF / DOS / VALIDEURS REGIONAUX : Tél 01.44.02.04.71 ou 01.44.02.05.28 / DR75-PMSI@sante.gouv.fr**

# Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-09-00150

Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1200 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 CLINIQUE MEDICO CHIR LES FONTAINES

**Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1200 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19**

**Bénéficiaire : EJ FINESS : 770000289 – ET FINESS : 770300135  
Raison sociale : CLINIQUE MEDICO CHIRURG LES FONTAINES**

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Ile-de-France,**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-6, R. 162-31-1 et R. 162-33-1 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé at aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du IV de l'article 1<sup>er</sup> ainsi que des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé, le montant de la garantie de l'établissement CLINIQUE MEDICO CHIRURG LES FONTAINES est fixé au titre des activités de médecine, chirurgie et obstétrique, d'hospitalisation à domicile, de soins de suite et de réadaptation et de psychiatrie comme suit :

Montant pour l'activité hospitalière MCO (hors HAD) de la garantie de financement de l'établissement	15 965 880,00 €
Montant pour l'activité hospitalière HAD de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière SSR, de la garantie de financement de l'établissement	437 712,00 €
Montant pour l'activité hospitalière PSY, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant honoraires des médecins salariés pour leur activité externe couverte par la garantie de financement de l'établissement	1 678,00 €

## Article 2

Lorsque le montant des recettes facturées à l'assurance maladie au titre de l'activité réalisée de mars à décembre 2020 correspondant au périmètre de la garantie tel que défini au IV de l'article 1<sup>er</sup> et au I des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 est inférieur au montant de la garantie de financement mentionné à l'article 1er, la caisse mentionnée à l'article L. 174-18 du code de la sécurité sociale procède au versement du différentiel à l'établissement en une seule fois.

Le cas échéant, ce versement est minoré du montant des avances décrites à l'article 9 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé non encore récupérées par l'Assurance Maladie à la date du versement.

## Article 3

Le recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence régionale de santé ou le recours contentieux auprès du secrétariat du tribunal administratif compétent contre le présent arrêté sont à présenter dans un délai de deux mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

## Article 4

Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 9 avril 2021

Le Directeur général  
De l'Agence régionale de santé Ile-de-France

Par délégation  
La Directrice du Pôle Efficience

A stylized signature graphic with the word "Signé" in a bold, italicized font, tilted upwards to the right.

Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

**ARSIF / DOS / VALIDEURS REGIONAUX : Tél 01.44.02.04.71 ou 01.44.02.05.28 / DR75-PMSI@sante.gouv.fr**

# Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-09-00151

Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1201 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 CLINIQUE ST JEAN L ERMITAGE

**Arrêté du 9 avril 2021 n°DOS - 2021 / 1201 fixant pour 2020 le montant de la garantie mentionné au IV de l'article 1er ainsi qu'aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19**

**Bénéficiaire : EJ FINESS : 770000362 – ET FINESS : 770300143  
Raison sociale : CLINIQUE SAINT JEAN L ERMITAGE**

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Ile-de-France,**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-6, R. 162-31-1 et R. 162-33-1 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé at aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du IV de l'article 1<sup>er</sup> ainsi que des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé, le montant de la garantie de l'établissement CLINIQUE SAINT JEAN L ERMITAGE est fixé au titre des activités de médecine, chirurgie et obstétrique, d'hospitalisation à domicile, de soins de suite et de réadaptation et de psychiatrie comme suit :

Montant pour l'activité hospitalière MCO (hors HAD) de la garantie de financement de l'établissement	13 040 883,00 €
Montant pour l'activité hospitalière HAD de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière SSR, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant pour l'activité hospitalière PSY, de la garantie de financement de l'établissement	0,00 €
Montant honoraires des médecins salariés pour leur activité externe couverte par la garantie de financement de l'établissement	0,00 €

## **Article 2**

Lorsque le montant des recettes facturées à l'assurance maladie au titre de l'activité réalisée de mars à décembre 2020 correspondant au périmètre de la garantie tel que défini au IV de l'article 1<sup>er</sup> et au I des articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 2020 est inférieur au montant de la garantie de financement mentionné à l'article 1er, la caisse mentionnée à l'article L. 174-18 du code de la sécurité sociale procède au versement du différentiel à l'établissement en une seule fois.

Le cas échéant, ce versement est minoré du montant des avances décrites à l'article 9 de l'arrêté du 6 mai 2020 susvisé non encore récupérées par l'Assurance Maladie à la date du versement.

## **Article 3**

Le recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence régionale de santé ou le recours contentieux auprès du secrétariat du tribunal administratif compétent contre le présent arrêté sont à présenter dans un délai de deux mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

## **Article 4**

Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 9 avril 2021

Le Directeur général  
De l'Agence régionale de santé Ile-de-France

Par délégation  
La Directrice du Pôle Efficience

A stylized signature graphic with the word "Signé" written in a bold, italicized font.

Bénédicte DRAGNE-EBRARDT

**ARSIF / DOS / VALIDEURS REGIONAUX : Tél 01.44.02.04.71 ou 01.44.02.05.28 / DR75-PMSI@sante.gouv.fr**

Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-26-00003

ARRETE N° DOS-2021/1727 portant transfert des  
locaux et changement de gérance de la SARL  
AVENIR AMBULANCES



## **AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE**

### **ARRÊTÉ N° DOS-2021/1727**

#### **portant transfert des locaux et changement de gérance de la SARL AVENIR AMBULANCES**

**(94440 Villecresnes)**

#### **LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE**

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.6311-1 à L.6311-2, L.6312-1 à L.6312-5, L.6313-1, R.6312-1 à R.6312-23, R.6312-29 à R.6312-43, R.6313-5 à R.6313-7-1 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau règlementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** le décret n°2017-1862 du 29 décembre 2017 relatif à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogation reconnu au Directeur de l'Agence régionale de santé ;
- VU** le décret du 25 juillet 2018 portant nomination de Monsieur Aurélien ROUSSEAU, conseiller d'Etat, Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à compter du 03 septembre 2018 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;
- VU** l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- VU** l'arrêté n° DOS-2018-1889 en date du 02 août 2018 modifié du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France portant expérimentation du droit de dérogation reconnu au Directeur Général de l'Agence régionale de santé concernant le dossier d'agrément des sociétés de transports sanitaires et des contrôles des véhicules de transports sanitaires ;
- VU** l'arrêté n° DS-2018/052 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 03 septembre 2018, portant délégation de signature à Monsieur Didier JAFFRE Directeur de l'offre de soins, et à certains de ses collaborateurs ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010-22 en date du 25 mars 2010 portant agrément, sous le n° 94.10.101 de la SARL AVENIR AMBULANCES sise 4 avenue de Melun à Villeneuve Saint Georges (94190) dont la gérante est Madame Halima BEN SALAH ;

VU l'arrêté N° 2014-DT94-62 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 30 juin 2014 portant transfert des locaux de la SARL AVENIR AMBULANCES du 4 avenue de Melun à Villeneuve Saint Georges (94190) au 1 avenue de Sévigné à Limeil-Brévannes (94450) ;

**CONSIDERANT** le dossier de demande de modification de l'agrément présenté par Monsieur Walid BEN SALAH relatif au changement de gérance de la SARL AVENIR AMBULANCES ;

**CONSIDERANT** la conformité du dossier de changement de gérance aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié ci-dessus visé ;

**CONSIDERANT** la demande de modification de l'agrément déposée par le responsable légal de la société relative au transfert des locaux ;

**CONSIDERANT** la conformité du dossier de demande de transfert des locaux aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié ci-dessus visé ;

**CONSIDERANT** l'attestation sur l'honneur relative à la conformité des installations matérielles, aux normes définies par l'arrêté du 12 décembre 2017 ci-dessus visé ainsi qu'aux normes d'hygiène et de salubrité ;

#### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La SARL AVENIR AMBULANCES, dont le nouveau gérant est Monsieur Walid BEN SALAH, est autorisée à transférer ses locaux du 1 avenue de Sévigné à Limeil-Brévannes (94450) au 28 rue de la Station à Villecresnes (94440) à la date du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé, sise 13, rue du Landy 93200 Saint-Denis. Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de l'arrêté pour l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Ces recours n'ont pas pour effet de suspendre le caractère exécutoire de la présente décision.

**ARTICLE 3** : Le Directeur de l'offre de soins est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'État.

Fait à Saint-Denis, le

P/Le Directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Ile-de-France  
La Responsable du service régional  
des transports sanitaires

Séverine TEISSEDRE

Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-26-00001

ARRETE PORTANT TRANSFERT DES LOCAUX DE  
LA SARL EMERAUDE AMBULANCES

## **AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE**

**ARRÊTÉ N° DOS-2021/1728**

**portant transfert des locaux de la SARL EMERAUDE AMBULANCES**

**(94440 Villecresnes)**

### **LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE**

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.6311-1 à L.6311-2, L.6312-1 à L.6312-5, L.6313-1, R.6312-1 à R.6312-23, R.6312-29 à R.6312-43, R.6313-5 à R.6313-7-1 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau règlementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** le décret n°2017-1862 du 29 décembre 2017 relatif à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogation reconnu au Directeur de l'Agence régionale de santé ;
- VU** le décret du 25 juillet 2018 portant nomination de Monsieur Aurélien ROUSSEAU, conseiller d'Etat, Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à compter du 03 septembre 2018 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;
- VU** l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- VU** l'arrêté n° DOS-2018-1889 en date du 02 août 2018 modifié du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France portant expérimentation du droit de dérogation reconnu au Directeur Général de l'Agence régionale de santé concernant le dossier d'agrément des sociétés de transports sanitaires et des contrôles des véhicules de transports sanitaires ;
- VU** l'arrêté n° DS-2018/052 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 03 septembre 2018, portant délégation de signature à Monsieur Didier JAFFRE Directeur de l'offre de soins, et à certains de ses collaborateurs ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2007-1378 en date du 10 avril 2007 portant agrément, sous le n° 94.07.075 de la SARL EMERAUDE AMBULANCES sise 4 avenue de Melun à Villeneuve Saint Georges (94190) dont la gérante est Madame Halima BEN SALAH ;

VU l'arrêté N° 2012-DT94-166 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 29 juin 2012 portant transfert des locaux de la SARL EMERAUDE AMBULANCES du 4 avenue de Melun à Villeneuve Saint Georges (94190) au 1 avenue de Sévigné à Limeil-Brévannes (94450) ;

**CONSIDERANT** la demande de modification de l'agrément déposée par le responsable légal de la société relative au transfert des locaux ;

**CONSIDERANT** la conformité du dossier de demande de transfert des locaux aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié ci-dessus visé ;

**CONSIDERANT** l'attestation sur l'honneur relative à la conformité des installations matérielles, aux normes définies par l'arrêté du 12 décembre 2017 ci-dessus visé ainsi qu'aux normes d'hygiène et de salubrité ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La SARL EMERAUDE AMBULANCES est autorisée à transférer ses locaux du 1 avenue de Sévigné à Limeil-Brévannes (94450) au 28 rue de la Station à Villecresnes (94440) à la date du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé, sise 13, rue du Landy 93200 Saint-Denis. Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de l'arrêté pour l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Ces recours n'ont pas pour effet de suspendre le caractère exécutoire de la présente décision.

**ARTICLE 3** : Le Directeur de l'offre de soins est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'État.

Fait à Saint-Denis, le 26 avril 2021

P/Le Directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Ile-de-France  
La Responsable du service régional  
des transports sanitaires

**Signé**

Séverine TEISSEDRE

Agence Régionale de Santé

IDF-2021-04-26-00002

ARRETE PORTANT TRANSFERT DES LOCAUX DE  
LA SARL EMERAUDE AMBULANCES

## **AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE**

**ARRÊTÉ N° DOS-2021/1728**

**portant transfert des locaux de la SARL EMERAUDE AMBULANCES**

**(94440 Villecresnes)**

### **LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE**

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.6311-1 à L.6311-2, L.6312-1 à L.6312-5, L.6313-1, R.6312-1 à R.6312-23, R.6312-29 à R.6312-43, R.6313-5 à R.6313-7-1 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau règlementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** le décret n°2017-1862 du 29 décembre 2017 relatif à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogation reconnu au Directeur de l'Agence régionale de santé ;
- VU** le décret du 25 juillet 2018 portant nomination de Monsieur Aurélien ROUSSEAU, conseiller d'Etat, Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France à compter du 03 septembre 2018 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;
- VU** l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- VU** l'arrêté n° DOS-2018-1889 en date du 02 août 2018 modifié du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France portant expérimentation du droit de dérogation reconnu au Directeur Général de l'Agence régionale de santé concernant le dossier d'agrément des sociétés de transports sanitaires et des contrôles des véhicules de transports sanitaires ;
- VU** l'arrêté n° DS-2018/052 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 03 septembre 2018, portant délégation de signature à Monsieur Didier JAFFRE Directeur de l'offre de soins, et à certains de ses collaborateurs ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2007-1378 en date du 10 avril 2007 portant agrément, sous le n° 94.07.075 de la SARL EMERAUDE AMBULANCES sise 4 avenue de Melun à Villeneuve Saint Georges (94190) dont la gérante est Madame Halima BEN SALAH ;

VU l'arrêté N° 2012-DT94-166 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 29 juin 2012 portant transfert des locaux de la SARL EMERAUDE AMBULANCES du 4 avenue de Melun à Villeneuve Saint Georges (94190) au 1 avenue de Sévigné à Limeil-Brévannes (94450) ;

**CONSIDERANT** la demande de modification de l'agrément déposée par le responsable légal de la société relative au transfert des locaux ;

**CONSIDERANT** la conformité du dossier de demande de transfert des locaux aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié ci-dessus visé ;

**CONSIDERANT** l'attestation sur l'honneur relative à la conformité des installations matérielles, aux normes définies par l'arrêté du 12 décembre 2017 ci-dessus visé ainsi qu'aux normes d'hygiène et de salubrité ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La SARL EMERAUDE AMBULANCES est autorisée à transférer ses locaux du 1 avenue de Sévigné à Limeil-Brévannes (94450) au 28 rue de la Station à Villecresnes (94440) à la date du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé, sise 13, rue du Landy 93200 Saint-Denis. Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de l'arrêté pour l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Ces recours n'ont pas pour effet de suspendre le caractère exécutoire de la présente décision.

**ARTICLE 3** : Le Directeur de l'offre de soins est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'État.

Fait à Saint-Denis, le 26 avril 2021

P/Le Directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Ile-de-France  
La Responsable du service régional  
des transports sanitaires

**Signé**

Séverine TEISSEDRE